

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
portant imposition de prescriptions de mise en sécurité et de mesure immédiates
prises à titre conservatoire

Société SNCF VOYAGEURS
71 rue des ateliers à Saint-Pierre-des-Corps

Le préfet d'Indre-et-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu :

- le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 511-1 ; L. 171-8, L. 514-8, D. 181-15-2, R. 512-69, R. 512-70 ;
- le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Thomas CAMPEAUX en qualité de préfet d'Indre-et-Loire ;
- l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ;
- l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2025 donnant délégation de signature à Madame Florence GOUACHE, sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire ;
- l'information faite par l'exploitant le 3 décembre 2025 de la survenue d'un incendie le même jour sur le site du Technicentre Industriel de Maintenance de Saint-Pierre-des-Corps exploité par la société SNCF Voyageurs ;
- la visite d'inspection effectuée le 4 décembre 2025 suite à l'incendie survenu le 3 décembre 2025 ;

Considérant ce qui suit :

- lors de l'inspection précitée, il a été mis en évidence que les conséquences de l'accident survenu le 03 décembre 2025 sur le site Technicentre Industriel de Maintenance exploité par la société SNCF Voyageurs sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- l'incendie s'est déclaré au niveau de l'isolant entourant la cuve contenant le bain dilué d'acide benzylique présent dans le bâtiment PP et a entraîné la combustion du-dit isolant ;
- l'extinction de cet incendie a nécessité l'utilisation d'extincteurs, d'eau et de mousse ;
- le SDIS n'a pas utilisé d'émulseurs fluorés pour l'extinction de l'incendie mais un des moyens d'extinction utilisé (M51+) contient une substance dangereuse qui ne doit pas être rejetée dans l'environnement selon sa fiche de donnée de sécurité ;

- le bain d'acide benzylique n'a pas été consommé dans l'incendie et est toujours présent dans la cuve ;
- le volume de rétention associé au bain dilué d'acide benzylique n'est pas adéquat au volume de celui-ci (6 m³) et aucun élément ne permet à ce stade de certifier l'absence d'impact de l'incendie sur la structure de la cuve ;
- suite à l'incendie, il convient de mettre en place des mesures d'urgence pour sécuriser les accès au site ;
- les eaux d'extinction de l'incendie ont pu être confinées au sein du site ;
- il convient, dès lors, de prescrire à l'exploitant la mise en sécurité du site ;
- le délai pour réunir les membres du CODERST pour la présentation préalable de cet arrêté n'est pas compatible avec l'urgence de sécuriser le site et de commencer le travail de recherche des milieux potentiellement contaminés par la pollution éventuelle générée par l'incendie ;
- il convient donc de prescrire en urgence la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des mesures de gestion que rendent nécessaire les conséquences de l'accident du 3 décembre 2025 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 – Respect des prescriptions

La société SNCF VOYAGEURS dont le siège est situé 1 rue Camille Moke à Saint-Denis (93210) est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'exploitation des installations du Technicentre Industriel de Maintenance situées sur la commune de Saint-Pierre-des-Corps (71 rue des ateliers).

Ces dispositions sont prises dans les délais prévus à l'article 6 et sans préjudice des dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs.

Article 2 – Mesures immédiates conservatoires

I – L'exploitant est tenu de procéder aux mesures suivantes :

- mettre en sécurité les installations du site : surveillance, mesures spécifiques, interdiction d'accès, clôture du site, etc., signalisées de manière adaptée et information des dangers présents (risques d'effondrements, de chute de matériels, etc.).
- **faire procéder au pompage et à l'évacuation du bain dilué d'acide benzylique présent dans la cuve ayant fait l'objet de l'incendie.** Dans l'attente du pompage du bain dilué d'acide benzylique, des dispositions complémentaires sont mises en place pour pallier l'insuffisance de la capacité de la rétention de la cuve afin d'éviter tout risque de pollution en cas d'endommagement de la cuve lors de l'incendie.

II – Les justifications liées aux mesures prises pour répondre aux dispositions du présent article, ainsi qu'à leur pertinence et à leur caractère pérenne, sont transmises à l'inspection des installations classées.

Article 3 – Remise de la fiche « incident » et du rapport d'accident

En application de l'article R. 512-69 du Code de l'environnement, une fiche « incident » et un rapport d'accident sont transmis par l'exploitant au Préfet et à l'inspection des installations classées.

Ils comportent, notamment :

- les circonstances et la chronologie de l'événement ;
- l'analyse des causes et des conséquences de l'accident (effets sur les personnes et l'environnement) ;
- les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme ;

Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations sur le sinistre.

Article 4 – Gestion des moyens utilisés pour l'extinction

Les moyens utilisés pour l'extinction de l'incendie (mousse, eau ...) sont pompés de la rétention et éliminés en tant que déchets dangereux. L'exploitant fournit les justificatifs d'élimination de ces effluents dans la filière dûment autorisée.

En cas de stockage temporaire des effluents pompés, celui-ci est réalisé dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Article 5 – Gestion des déchets liés au sinistre

L'exploitant transmet au service de l'inspection des installations classées, un programme d'évacuation des déchets présents sur le site et issus de l'incendie dans des filières autorisées (certificat d'acceptation préalable).

L'exploitant procède à l'évacuation et à l'élimination dans des filières autorisées de tous les déchets présents sur le site et issus de l'incendie.

Article 6 – Échéances

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions du présent arrêté sous les délais suivants à compter de la notification du présent arrêté :

- article 2 : 24 heures pour la sécurisation, 24 heures pour les dispositions complémentaires à la rétention, 7 jours pour le pompage et l'évacuation du bain et 7 jours pour les justifications des mesures prises pour répondre à cet article ;
- article 3 : 24 heures pour la fiche « incident » et 15 jours pour le rapport d'accident ;
- article 4 : 24 heures pour le pompage et 15 jours pour l'élimination des moyens utilisés pour l'extinction ;
- article 5 : 15 jours pour le programme d'évacuation des déchets et 3 mois pour l'évacuation et l'élimination des déchets.

Article 7 – Transmission des documents utiles

L'exploitant transmet au Préfet et au service de l'inspection des installations classées tout document ou information utile justifiant l'accomplissement des mesures prescrites par le présent arrêté.

Article 8 – Sanctions

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 9 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- **un recours gracieux**, adressé au préfet d'Indre-et-Loire, bureau de l'environnement, 37925 TOURS CEDEX 9 ;
- **un recours hiérarchique**, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche - direction générale de la prévention des risques – Tour

Séquoia - 1 place Carpeaux - 92 055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- **un recours contentieux**, en saisissant le tribunal administratif d'Orléans – 28, rue de la Bretonnerie 45 057 Orléans cedex 1. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 10 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera notifié à la société SNCF Voyageurs et publié sur le site internet de la préfecture d'Indre-et-Loire pendant une durée minimale de 2 mois.

Tours, le 08/12/2025.

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale de la préfecture,



Florence GOUACHE